

**Climat - Europe - Commerce  
extérieur - Tourisme - Entretien de  
M. Jean-Yves Le Drian, ministre de  
l'Europe et des affaires étrangères,  
avec le quotidien «Les Échos»  
(Paris, 20 juillet 2017)**

**Q** - À Paris, le 13 juillet, Donald Trump a indiqué que «quelque chose pourrait arriver sur l'accord climat». Est-ce un tournant dans sa position ?

**R** - Cette phrase n'a pas été dite par hasard. Elle a, je crois, du sens. Je peux dire que cette déclaration est significative et certainement pas anodine. La décision américaine de se retirer de l'accord de Paris a été une très grande déception. Cette déception est partagée par nombre de nos partenaires. Mais la Terre ne s'arrête pas de tourner. Au G20, à Hambourg, la mise en oeuvre de l'Accord de Paris a été qualifiée d'irréversible et le caractère universel de cet accord n'est pas remis en question. La France sera au premier plan des initiatives internationales pour assurer malgré tout le succès de l'accord de Paris. C'est le sens du sommet que le président a annoncé pour le 12 décembre. Enfin le plan climat doit être un outil de notre attractivité. La France peut attirer des investisseurs, des chercheurs, des entreprises dans ce domaine, pour peu qu'elle s'en donne les moyens.

**Q** - Quel est l'objectif d'Emmanuel Macron quand il discute ainsi avec une des personnalités les plus polémiques de la planète ?

**R** - Le président a un comportement qui me frappe. Il dit publiquement ce qu'il dit en privé à ses interlocuteurs. Mais il le fait avec beaucoup de chaleur. La méthode Macron, c'est l'efficacité et le pragmatisme. C'est aussi mon approche. Donald Trump est le président des États-Unis ; nous célébrons le centenaire de l'entrée en guerre de l'Amérique à nos côtés. Le président américain devait être là. Recevoir des chefs d'État étrangers avec des égards pour trouver des terrains d'entente sur les grands enjeux internationaux, ça ne veut pas dire renoncer à nos intérêts ou à nos valeurs. Quand le président de la République reçoit Vladimir Poutine, il ne cache rien de ses désaccords. Mais il le reçoit à Versailles parce que Vladimir Poutine représente la Russie. Quand il voit Donald Trump, d'abord au sommet de l'OTAN à Bruxelles puis à Paris, il lui signifie son désaccord sur le climat ou certains dossiers industriels comme les mesures protectionnistes envisagées sur l'acier. Mais ils se parlent et les États-Unis restent notre allié.

**Q** - Vous êtes le ministre de l'Europe et des affaires étrangères. On vous a peu entendu sur l'Europe, sujet souvent évoqué par le chef de l'État. Quels objectifs avez-vous en tête ?

**R** - J'ai été très actif en Europe dès les premiers jours de mon mandat. Mon premier déplacement a été à Berlin, j'étais lundi au conseil des affaires étrangères à Bruxelles, j'irai à

Rome pour la seconde fois lundi prochain. Je partage avec le président la vision d'une Europe unie qui protège et qui se protège : contre les distorsions internes de concurrence et contre les comportements déloyaux de certains partenaires. Dans ce contexte, l'objectif numéro un à mes yeux est de renforcer le moteur franco-allemand. C'est ce qui se traduit spectaculairement en ce moment, comme on l'a vu le 13 juillet lors du conseil des ministres conjoint et du conseil de défense et de sécurité, tous deux présidés par Emmanuel Macron et Angela Merkel. Concrètement, beaucoup de choses ont avancé ces derniers mois, notamment aux plans européen et bilatéral dans le secteur de la défense. Nous avons si je peux dire une chance : beaucoup d'armements des deux côtés du Rhin arrivent en fin de vie en même temps. Le projet d'un avion de combat franco-allemand à l'horizon 2030-2035 est enthousiasmant, mais il n'est pas le seul. Les sujets économiques et commerciaux, la question migratoire seront dans les mois qui viennent au coeur de notre action. Comme l'a indiqué le président, nous devons aussi réfléchir aux grands équilibres du contrat européen car la solidarité ne peut pas être à sens unique. C'est le sens des propos du président lorsqu'il a récusé l'idée que l'Europe puisse être un «supermarché».

Q - Entre le Royaume-Uni qui prend le large, les États-Unis qui les critiquent sèchement, la Russie et la Turquie qui sont en tension avec Berlin, les Allemands se retrouvent d'une certaine manière contraints à un tête-à-tête avec Paris. Que leur demandez-vous ?

R - Nous attendons qu'ils investissent davantage et qu'ils acceptent d'aller plus loin dans la construction économique de la zone euro. Mais nous reparlerons de tout cela sereinement après leurs élections du mois de septembre. Nous sommes tous très optimistes sur ce point.

Q - Vous avez été cinq ans ministre de la défense de François Hollande. Comment regardez-vous la polémique née sur les économies budgétaires imposées cet été aux militaires ?

R - Le chef de l'État et des armées a affirmé solennellement devant l'ensemble des militaires, le 13 juillet au soir, l'engagement pris pendant la campagne que la trajectoire permettant de doter les armées de moyens à hauteur de 2% du PIB en 2025 sera respectée. Il a même indiqué la première marche de cet effort : 34,2 milliards d'euros en 2018. J'aurais aimé avoir cette enveloppe. C'est considérable. Naturellement, les annulations en 2017 sont difficiles à digérer pour tous les ministères, y compris le Quai d'Orsay. Mais c'était nécessaire pour respecter nos objectifs de déficits et, dans la durée, c'est la trajectoire qui compte.

Q - Que pensez-vous de la démission du chef d'État-major des armées ?

R - Le général de Villiers est un grand soldat, d'une grande intégrité et exigence. Le président, sans modifier son engagement, a tranché, pour cette année, dans un sens différent de celui que souhaitait son chef d'état-major. Celui-ci en a tiré les conséquences. Je respecte sa décision.

Q - Les ONG critiquent les coupes budgétaires dans votre propre budget, sur l'aide au développement ?

R - Les annulations en 2017 sont importantes car le dérapage du déficit l'est aussi. Ce qui va compter et qui sera arrêté avec le président, c'est la trajectoire, comme je vous l'ai dit.

Q - À l'heure où le multilatéralisme est contesté par les Américains, les grands accords ont-ils toujours un avenir ?

R - Nous sommes des ardents défenseurs du multilatéralisme et très déterminés à faire valoir les enjeux de la réciprocité : ses avantages, sa justesse, à condition qu'il y ait en effet une vraie réciprocité car nous ne sommes pas naïfs. Le multilatéralisme c'est le choix de la France, notre stratégie. C'est une force avec l'union européenne comme vecteur. Les orientations du président de la République sont claires. Il y a aujourd'hui des menaces de rupture dans d'autres secteurs que le commerce, comme la diplomatie ou la sécurité. Cela a été le cas quand le président Trump a menacé de quitter l'OTAN ou s'est opposé à ce que les Nations unies participent à des opérations de maintien de la paix. Il y a cette tentation du repli, qui est très clairement manifestée par le président Trump. Cela va-t-il durer ? La meilleure manière de préserver le multilatéralisme, c'est de le faire vivre. Nous nous y employons, à l'ONU et ailleurs.

Q - Quelle issue voyez-vous au conflit entre le Qatar et ses voisins ?

R - L'ensemble de la région est vraiment sous tension et les reproches que s'adressent les uns et les autres sont lourds. Cela fait six semaines que les relations diplomatiques ont été rompues avec Doha et les frontières fermées. La France parle à tout le monde et le président s'est entretenu avec chacun des dirigeants. Nous avons des relations avec l'Arabie saoudite, les Émirats Arabes Unis, le Qatar, mais aussi l'Égypte. Nous portons des messages d'apaisement et nous appuyons totalement la médiation koweïtienne. Nous pensons que cette question doit se régler à l'intérieur du conseil de coopération du golfe. L'émir du Koweït, qui a été accepté par les deux parties comme médiateur, permettra de franchir une première étape qui sera la mise en oeuvre de mesures de confiance mutuelles. La fenêtre est étroite, mais elle existe. J'ai pu le mesurer en me rendant sur place et en m'entretenant avec des interlocuteurs que je connais de longue date. Ce qui compte, c'est aussi que cette crise n'affecte en rien l'action de l'ensemble des États de la région contre le terrorisme.

Q - Vous êtes en charge du commerce extérieur. Le déficit commercial de la France reste abyssal...

R - Les chiffres sont effectivement extraordinairement préoccupants : moins 48 milliards d'euros l'an dernier. Et il sera sans doute plus élevé encore cette année. Cette situation sera d'abord corrigée du fait de l'application du programme des réformes sur lequel a été élu le président de la République. C'est l'amélioration de la compétitivité de nos entreprises, notre capacité à susciter des investissements et à en attirer de l'étranger, pour produire en France, qui changera les choses. C'est pourquoi vous ne me verrez pas commenter les chiffres du commerce extérieur le nez sur le guidon. Ce que je veux, ce sont des réformes pratiques pour corriger des choses concrètes.

Comparée à nos voisins, la France souffre d'un manque d'entreprises exportatrices : elles ne

sont que 125.000, dont la moitié d'entre elles ne travaillent qu'avec un seul pays. Nous ne sommes pas assez performants sur ce plan.

Q - Laurent Fabius avait fait de la diplomatie économique sa marque de fabrique. Quel bilan en tirez-vous et comment allez-vous poursuivre ?

R - J'ai une vision assez claire de ce qui doit être fait. D'abord, je vais continuer, comme je le faisais à la défense, d'aider les entreprises françaises quand je suis à l'étranger, qu'elles soient grandes ou petites. Ensuite, j'ai une conviction : il faut de la simplicité et de l'efficacité. C'est là un principe hérité de mon expérience comme ministre de la défense et comme président de région. Concrètement, je vais prendre plusieurs mesures pour que tout notre système public accompagne les entreprises à l'exportation. Je vais renforcer les 7 filières sectorielles mises en place par Laurent Fabius, les recentrer, sans doute en ajouter de nouvelles. Je recevrai aussi leurs représentants à la rentrée. Je souhaite également coordonner les actions. Je vais vraiment mettre en place le fameux guichet unique dans les régions, dont on parle depuis longtemps. Je convierai dès septembre les présidents de région conjointement avec Philippe Richert, qui préside l'ARF. Il faut une logique collaborative État-région dans ce domaine.

Q - Et à l'étranger, quel interlocuteur pour les entreprises ?

R - Il faut proposer aux entreprises exportatrices de la simplicité, la seule adresse qu'elles doivent retenir est celle de l'ambassade de France qui doit coordonner le travail des opérateurs. Nous accompagnerons ces entreprises dans la recherche de nouveaux marchés. Ce à quoi je veux aboutir, c'est à la mise en place d'une culture de l'exportation. Cela concerne en particulier les PME et les ETI [entreprises de taille intermédiaire] et les primo-exportateurs que nous devons mieux accompagner. Cela concerne bien sûr aussi les grands contrats. Je pense qu'il est possible d'inverser la culture actuelle en la réorientant vers l'exportation, d'ici à la fin de ce quinquennat.

Q - Venons-en au tourisme dont vous êtes également en charge. Quelles peuvent être de nouvelles ambitions pour la France ?

R - Je suis pleinement engagé sur le secteur du tourisme et je voudrais réaffirmer le double objectif de 100 millions de touristes étrangers et de 50 milliards d'euros de dépenses touristiques en France à l'horizon 2020. Cet objectif est à notre portée, mais nous devons rester pleinement mobilisés en soutien de l'ensemble de la filière, qui a démontré sa grande capacité de résilience en 2016, avec 83 millions de touristes étrangers. Nous devons travailler à la qualité de l'accueil sans baisser la garde s'agissant de la sécurité des touristes./.